
ALIN ALBU
**Protopopiatul Ortodox Alba Iulia
între anii 1940 și 1945**

 (Le Doyenné orthodoxe d'Alba Iulia
de 1940 à 1945)

 Avant-propos par prof. d'univ. dr. ALEXANDRU
MORARU

 Cluj-Napoca, Academia Română, Centrul
de Studii Transilvane, 2014

LINTÉRÊT POUR la restitution globale du passé récent d'une manière moins circonscrite au cadre événementiel, mais compatible avec les exigences de l'écrit historique, enregistre une contribution remarquable sur le plan éditorial par la publication de l'ouvrage du prêtre Alin Albu dédié à l'évolution du doyenné d'Alba Iulia dans une période historique extrêmement sensible, avec des développements générateurs d'effets sur le long terme au niveau de l'Église et de la société. Le lecteur a l'opportunité de prendre contact avec une réalité approché à travers la grille d'une insolite osmose entre l'histoire de l'Église et l'histoire locale. Cette dernière a pu devenir une discipline autonome dans le cadre de l'historiographie roumaine grâce à la préoccupation des spécialistes du domaine de valoriser les chances offertes par l'accès plus large aux sources d'archives et de poursuivre des directions thématiques similaires à celles de l'écrit historique européen. Quant à l'histoire de l'Église, elle a été intensément fréquentée par les historiens roumains à l'époque des Lumières et pendant le Romantisme, alors que le recours aux méthodes positivistes d'analyse des faits et des institutions du passé a favorisé dans l'entre-deux-guerres des disponibilités polémiques visant des aspects controversés du Moyen Âge et de l'époque pré-moderne, telles que l'appartenance confessionnelle des dynastie fondatrices des États

roumains ou bien l'apparition de l'Église roumaine unie. Le pluralisme confessionnel, devenu une marque spécifique de la société roumaine de Transylvanie, a inspiré dans une première phase des approches polémiques issues de la compétition entre les deux Églises au sujet du mouvement d'affranchissement national, de la relation avec l'autorité séculière ou de la légitimité de certaines revendications patrimoniales. La disparition de contraintes idéologiques, qui rendaient ces sujets inabordables pour les historiens du domaine, de même que la prise de conscience de l'importance de l'Église en tant que facteur catalyseur des solidarités sociales et inspiratrice des normes communautaires de conduite, ont conduit à des visions unilatérales plus nuancées et à l'étude des aspects d'interférence, comme, par exemple, l'importance de l'enseignement confessionnel, le rôle du clergé dans la structuration d'une société civile chez les Roumains transylvains ou l'impact des appartenances juridictionnelles sur les comportements individuels et collectifs. Des facteurs objectifs ont fait que les sujets d'histoire de certaines structures ecclésiastiques ont été privilégiés dans l'espace culturel roumain, l'Église et les institutions locales constituant pendant plusieurs siècles les seules sources des documents écrits censés aider à la reconstitution d'une histoire du mental collectif, d'une manière rapprochée des paradigmes de l'écrit historique français du siècle passé.

L'auteur assume une double condition, d'homme de l'Église et d'historien familiarisé avec les exigences de l'esprit critique nécessaire à toute recherche scientifique. Sa démarche devient ainsi un test de la capacité d'accorder des attitudes et des points de vue issus d'appartenances confessionnelles et de repères éthiques avec la manière positiviste d'écrire l'histoire et avec la préférence pour le document écrit.

L'intention de l'ouvrage est de réaliser une restitution totale de l'histoire de ce fragment de l'Église orthodoxe transylvaine, au cours de laquelle l'historien prend le dessus sur le théologien. Le section introductive sert aux mêmes desseins méthodologiques, visant à préciser les limites chronologiques et géographiques de la reconstitution historique et, surtout, à définir les différences spécifiques censées assurer au sujet un profil distinct dans le champ des recherches de spécialité. Ces dernières caractéristiques sont données aussi bien par l'espace temporel plus restreint par rapport aux précédentes tentatives monographiques que par les provocations imposées par l'utilisation du fonds non-inventorié des archives du Vicariat orthodoxe d'Alba Iulia. Le lecteur est familiarisé avec la méthode de travail que l'auteur a utilisée pour étudier les 40 000 documents et pour éviter les éventuelles erreurs terminologiques ou de transcription. Cet excursus dans l'atelier de l'historien s'achève par une esquisse du cadre géographique et historique du doyenné situé à l'interférence juridictionnelle des deux structures dominantes de l'orthodoxie transylvaine moderne et contemporaine, Cluj et Sibiu, suivie de quelques évocations succinctes des personnalités ecclésiastiques s'étant distinguées pendant les événements les plus importants dans l'histoire générale de la Transylvanie.

Le premier chapitre est dédié à l'activité ecclésiastique et administrative et établit les circonstances de l'apparition du doyenné, par la résolution de l'Assemblée archidiocésaine du 6 septembre 1940, dans les conditions des réalités politiques issues de l'Arbitrage de Vienne et des difficultés apparues dans la gestion des activités missionnaires. Puisant largement dans les sources d'archives, l'auteur offre quelques esquisses de l'évolution de 25 paroisses et

du monastère St. Jean-Baptiste. Grâce à sa formation théologique, il réussit à réaliser une véritable anatomie de la vie ecclésiastique dans ses détails presque quotidiens, depuis la structure et les assemblées convoquées tous les ans aux travaux de construction des églises, à l'implication des structures associationnistes des laïcs et aux mécanismes de collecte de fonds. La même préoccupation pour les significations des sources écrites se fait remarquer dans le chapitre suivant, centré sur l'activité missionnaire-pastorale. L'analyse est précédée de quelques séquences biographiques des clercs et des chantres d'églises en fonction dans les 25 paroisses, ce qui humanise les données historiques et offre les prémisses d'une éventuelle analyse sociale ultérieure. Les activités et la conduite de ces hommes d'église font l'objet des visites canoniques effectuées par l'évêque Nicolae Colan et des documents rédigés par le doyen Alexandru Baba, destinés à régler les pratiques liturgiques, éliminer les dérapages de comportement du clergé et l'impliquer dans la diffusion des normes d'hygiène.

Le chapitre le plus consistant sous l'aspect de l'analyse historiographique est consacré à l'activité culturelle et éducationnelle et réunit une vaste problématique, depuis l'évolution des écoles aux interférences avec l'État et les communautés de laïcs. La reconstitution est précédée d'une esquisse historique de l'évolution de l'enseignement confessionnel orthodoxe de Transylvanie et de sa continuité après 1918. L'auteur assume explicitement la position de l'Église orthodoxe dans les controverses qui l'opposent au Ministère de l'Éducation Nationale au sujet de la propriété des sièges scolaires et l'administration de l'enseignement confessionnel, controverses qui se sont matérialisées dans des mémoires adressés aux autorités et des appels à la solidarité lancés aux fidèles et

qui se sont provisoirement achevées par la solution du partenariat entre l'Église et l'État. L'intérêt pour la reconstitution en détail des faits se voit une fois de plus dans l'attention prêtée à l'évolution des écoles paroissiales, des écoles secondaires et des formes d'instruction moins institutionnalisées, telles que les écoles paysannes ou l'instruction extrascolaire. Une question où la formation de l'auteur entre en concurrence avec sa propension à l'objectivité concerne les élèves sectateurs, que les réglementations légales en vigueur obligeaient à suivre une éducation religieuse sous la direction de clercs appartenant aux cultes historiques. La tentative de conditionner la classification des élèves de leur conversion par le baptême est considérée comme l'expression des normes imposées par la catéchèse, génératrice de paradigmes comportementaux et moraux, alors que la position des autorités laïques à ce sujet a imposé en dernière instance des solutions modérées. La reconstitution s'achève par des considérations concernant la relation des forums ecclésiastiques avec les associations culturelles laïques et les préoccupations liées à la publication de périodiques et la conservation de bibliothèques et de fonds de livres religieux anciens.

Les trois derniers chapitres, moins amples et centrés sur des problématiques envisagées par les recherches classiques d'histoire de l'Église, s'arrêtent à quelques aspects visant l'interaction de l'institution ecclésiastique en général avec les facteurs de premier ordre de l'agenda contemporain et avec l'altérité confessionnelle. La section consacrée à des aspects nationaux et politique permet à l'auteur d'exprimer son point de vue sur le partenariat conclu entre l'Église et le régime politique, placé sous les auspices du besoin général de stabilité et de préservation de l'identité nationale. La collaboration avec le pou-

voir a connu une dynamique spécifique, influencée par des événements telles que la rébellion légionnaire de 1941, les enquêtes qui s'ensuivirent et l'activité des commissions d'épuration apparues après la chute du régime Antonescu. La relation avec l'État a supposé aussi l'implication dans l'effort de reprise de l'instruction préliminaire et dans la recherche d'une position légitime par rapport à la guerre. Les notations liées à des aspects social-philanthropiques concernent l'implication du clergé paroissial et de la direction du doyenné dans l'organisation des campagnes de bienfaisance au bénéfice des soldats, des réfugiés et des familles pauvres, ainsi que l'étude de la réalité sociale des prêtres en fonction dans les Monts Apuseni. L'accent est mis sur la contribution du clergé aux campagnes initiées par le Conseil de Patronage des Œuvres Sociales, telles que celles contre l'alcoolisme ou d'aide aux réfugiés. La recherche s'achève par des réflexions sur la problématique confessionnelle, centrées sur trois sujets : l'effort de combattre la croissance de l'influence des confessions néo-protestantes à l'aide de l'État, les relations de compétition avec le clergé gréco-catholique et la position de l'Église face à la conversion de plusieurs Juifs à l'orthodoxie.

Loin d'aborder les questions privilégiées par les grandes synthèses d'histoire et sans payer tribut à l'originalité facile, la démarche du prêtre Alin Albu fait défiler sous les yeux du lecteur les réalités quotidiennes d'une institution que l'autorité de la tradition et la communauté des fidèles avaient investie de grandes responsabilités sociales et morales. Elle tient à une spécificité identitaire dont la recherche scientifique n'a pas encore épuisé le potentiel.



FLORIAN DUMITRU SOPORAN

CAROL IANCU et ALEXANDRU-FLORIN PLATON
(dir.)

**Le Pogrom de Iași et la Shoah
en Roumanie**

Iași, Ed. Universității Alexandru Ioan
Cuza, 2015

CE VOLUME, coordonné par deux historiens réputés, réunit les contributions présentées au colloque « 70 ans depuis le Pogrom de Iași (28-30 juin 1941) », qui a eu lieu à Iași du 26 au 27 juin 2011. Y ont participé des professeurs et des chercheurs de Roumanie, Israël, France, Suisse et de la République de Moldavie, dans la tentative de présenter sous un nouveau jour le Pogrom de Iași, de même que la Shoah, en général, en Roumanie. Les communications présentées à ce prestigieux colloque sont accompagnées dans ce volume de poignants témoignages inédits.

Le volume est structuré en trois parties, dont la première, « Les Juifs et l'antisémitisme en Roumanie avant la Deuxième Guerre mondiale », débute par l'étude de Carol Iancu sur « Les Juifs » en Roumanie dans l'entre-deux guerres dans la correspondance diplomatique française (1919-1940) ». L'historien y parle de la solidarité internationale vis-à-vis des Juifs roumains, dont la situation se dégradera après 1933. Dans l'étude suivante, Marta Petreu analyse la naissance de la « question juive » dans les Principautés, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'auteur constate que tous les membres de Junimea étaient antisémites, excepté P. P. Carp. « La source du mal », affirme Marta Petreu après un minutieux examen des documents du temps, était l'article 7 de la Constitution de 1866. La première section du volume contient aussi des études de Lucian Nastașă

(sur les congrès estudiantins des années 1920), Maria Ghitta (sur les violences commises sur les Juifs d'Oradea, lors du Congrès estudiantin de 1927), Alina-Viorela Căileanu (Brăescu) (sur le stéréotype du Juif bolchevique, tel qu'il apparaît dans la presse de l'entre-deux-guerres) et Irina Nastașă-Matei (sur l'attitude de la minorité allemande de Roumanie à l'égard des Juifs).

La deuxième partie du volume est consacrée à « La Shoah en Roumanie ». Carol Iancu, après avoir analysé la correspondance diplomatique relative à la Roumanie, met en évidence l'attitude digne et courageuse de l'ambassadeur Jacques Truelle et d'autres représentants de la France envers les Juifs roumains. La même section réunit des études de Mihai Chioveanu (qui essaie d'expliquer le projet génocidaire du régime Antonescu), Șlomo Leibovici-Laiș (un hommage aux leaders du judaïsme de Roumanie, Alexandru Șafran, Wilhelm Filderman et Abraham Leib Zissu), Avinoam Bezalel Safran (sur la personnalité d'Alexandru Șafran), Alexandr Roitman (qui rappelle la destinée tragique du ghetto de Chișinău), Alexandru-Florin Platon (sur le sens des termes « histoire » et « mémoire » dans le contexte des événements de 1941), Felicia Waldman (sur la récupération de la mémoire de la Shoah après la chute du régime communiste dans le cinéma, le théâtre, la littérature et l'architecture) et Sylvia Hoișie. Cette dernière nous offre un émouvant témoignage sur sa déportation en Transnistrie.

La dernière section du volume porte le titre « Le Pogrom de Iași » et réunit des études et des textes qui font appel à la mémoire. Leon Eșanu décrit les événements tragiques de la capitale de la Moldavie ; Silviu Sanie analyse trois livres sur